56e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 22 1er JUIN 1939

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Le concept de civilisation. — Les diverses civilisations. — La civilisation et la race. — Les facteurs matériels, spirituels et mixtes de la civilisation. — II. Les ennemis actuels de la civilisation : communisme, racisme, totalitarisme. — III. L'offensive économique de l'Allemagne depuis 1936. — Son étape actuelle. — IV. La réaction anglaise. — Transformation profonde de l'opinion britannique depuis mars 1939. — V. L'année de Corbie, en 1636. — L'invasion espagnole, le péril menaçant la capitale française. — L'énergie du roi et de Richelieu. — La reprise de Corbie et la délivrance de Saint-Jean-de-Losne. — Déclarations de Richelieu sur les prophéties dont il avait eu la confidence à ce sujet.

I

Il est devenu courant, hélas ! de dire que ce n'est pas seulement l'Europe, pas seulement le monde comme tel, qui est menacé par la catastrophe de la guerre, mais *la civilisation elle-même*. Il était naturel que les Revues d'idées en vinssent à examiner de près le concept, en apparence très connu, mais souvent compris de manière toute superficielle, de civilisation. Les événements vont si vite, en certaines périodes surtout, que l'on s'essouffle à vouloir les suivre. Il est donc prudent et plus utile de s'élever à la région des doctrines.

C'est ce qu'a fait la *Civiltà cattolica*, qui a consacré deux articles, de deux auteurs différents, au problème de la civilisation, dans ses deux nos du 1er et du 15 avril 1939.

Qu'est-ce que la civilisation ? se demande le P. Brucculeri, dans son étude intitulée : *La civilisation et ses modernes conceptions*. Et il remarque en premier lieu l'emploi extraordinairement fréquent qui est fait du terme « civilisation ». Il est impossible de se mouvoir sur le terrain de la politique, de la sociologie, du droit, de l'éthique, de l'histoire, de la philosophie sociale, sans se servir constamment de ce mot. On dirait qu'il possède, dans l'esprit de tous les hommes, une résonance profonde et presque magique. La ruine de la civilisation apparaît comme le plus grand malheur qui puisse arriver à l'humanité. On ne parle sans cesse que des progrès ou des reculs, des transformations ou des périls de la civilisation. Ce grand mot éveille, chez les moins cultivés, comme un halo de grandioses apparitions. Est-il possible de préciser avec netteté le concept qui lui correspond ?

Par son origine étymologique, le mot de *civilisation*, — de *civis*, ou *civitas*, citoyen ou cité, — évoque l'ensemble des conditions juridiques et politiques nécessaires à la vie des hommes en commun, sous forme de société. La civilisation implique la vie civile ou politique, c'est-à-dire la vie en nation, ou en empire composé de plusieurs nations, et aussi les rapports entre nations et empires distincts.

Le terme opposé est celui de *barbarie*. Sans doute, il est malaisé de distinguer dans tous les cas entre une société civilisée et une société barbare, car il n'y a point de civilisation où ne subsiste quelque élément irréductible à la raison et au droit, et par conséquent barbare ; et il n'est point de société barbare qui ne comporte un rudiment de civilisation. Les sociétés humaines diffèrent en degrés de civilisation, plus qu'en nature. C'est pourquoi les historiens appliquent le concept de civilisation même à des groupements humains que l'on a, par ailleurs, le droit de traiter de barbares. Les ethnologues ont pris le parti de faire un tableau des formes diverses de la civilisation et ils sont arrivés à peu près aux dénominations que voici :

1° *Civilisations primitives*, caractérisées par la *petite chasse* (ou pêche) et la *cueillette* des fruits ou produits spontanés du sol ;

2° *Civilisations primaires*, comprenant la grande chasse, la petite culture, l'élevage nomade ;

3° *Civilisations secondaires ou complexes*, comprenant des types mixtes soit de petite culture et élevage, soit de grande chasse et de petite culture, soit d'élevage et de grande chasse [1].

Il y a pourtant dans ces classifications quelque chose qui étonne et laisse des doutes. Il n'y est question que des moyens, pour l'homme, d'assurer son existence physique : la chasse, la pêche, la culture du sol, la cueillette des fruits, l'élevage, n'ont d'autre but que de procurer à manger et à boire. Est-ce là tout l'homme ? Est-ce là toute la civilisation ? Evidemment non !

Guizot déjà, en 1828, donnant des leçons sur l'histoire de la civilisation en Europe, rencontrait ce grave problème. Il y répondait en formant plusieurs hypothèses successives :

> « Voici, disait-il, un peuple dont la vie extérieure est douce, commode ; il paie peu d'impôts ; il ne souffre point ; la justice lui est bien rendue dans les relations privées ; en un mot, l'existence matérielle, dans son ensemble, est assez bien et heureusement réglée. Mais en même temps l'existence intellectuelle et morale de ce peuple est tenue avec grand soin dans un état d'engourdissement, d'inertie, je ne veux pas dire d'oppression, parce qu'il n'en a pas le sentiment, mais de compression. Ceci n'est pas sans exemple. Il y a eu un grand nombre de petites républiques aristocratiques où les sujets ont été ainsi traités comme des troupeaux,

[1] Voir Lemonnyer, Tonneau, Troude, *Précis de Sociologie*, Marseille, 1934, p. 35-80.

bien tenus et matériellement heureux, mais sans activité intellectuelle et morale. Est-ce là la civilisation ? Est-ce là un peuple qui se civilise ? »

On ne peut donc pas dire que la civilisation soit seulement le bien-être, le maintien de la paix sociale et de la paix extérieure. L'homme n'est pas une bête dans un troupeau.

Et Guizot formule une seconde hypothèse : celle où les besoins intellectuels, moraux et religieux sont satisfaits, aussi bien que les besoins matériels, mais où la liberté individuelle est exclue. Ce n'est pas encore pour lui la vraie civilisation.

Que si la liberté individuelle existe, mais avec un pouvoir social faible, laissant le petit à la merci du fort et du violent, comme cela se voyait à l'époque féodale, ce n'est pas encore la civilisation.

Selon lui, la France au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle était moins riche, moins active, moins bien administrée, moins bien organisée socialement que la Hollande et l'Angleterre, et pourtant elle passait pour le pays le plus civilisé du monde. Cela signifie que la civilisation est quelque chose d'extrêmement complexe.

« Deux faits sont donc compris dans ce grand fait, conclut Guizot ; il subsiste à deux conditions et se révèle à deux symptômes : le développement de l'activité sociale et celui de l'activité individuelle, le progrès de la société et le progrès de l'humanité. Partout où la condition extérieure de l'homme s'étend, se vivifie, s'améliore, partout où la nature intime de l'homme se montre avec éclat, avec grandeur, à ces deux signes, et souvent malgré la profonde imperfection de l'état social, le genre humain applaudit et proclame la civilisation [2]. »

Cela ne rappelle-t-il pas le vieil adage théologique : *Sacramenta propter homines ?* Il en est de même de toutes les institutions sociales. Elles sont faites pour l'homme, pour permettre son développement, l'épanouissement de ses facultés, l'obtention de sa fin dernière, que nous appelons « le salut ».

C'est bien l'avis du P. Brucculeri quand il écrit : — « La civilisation, en somme, c'est l'homme qui se développe et s'achève, dans le cadre de la vie en société, avec les conquêtes de la science, les applications de la technique, la force des traditions, l'ornement des arts, la garantie des codes légaux, le déploiement des échanges commerciaux, le réseau des institutions, sans exclure ce raffinement des usages que constitue le cérémonial social. »

Mais notre auteur ajoute aussitôt qu'il ne s'agit là que d'une description calquée sur les faits, bien plutôt que d'une définition idéale. Il existe, il doit exister une civilisation totale, dont on s'éloigne ou se rapproche, selon les temps et les circonstances. Du moment que toute civilisation est un *progrès*, il faut bien que toute société humaine soit en marche vers un but. Et cette société est d'autant plus civilisée qu'elle est moins éloignée de ce terme vers lequel elle tend, sans y jamais parvenir.

Le grand Taparelli définissait la civilisation : « *la perfection de la société* ». Dans son ouvrage sur le *Droit naturel* (Bruxelles, 1904), Castelein estime que la vraie civilisation est celle qui crée l'ambiance où le peuple entier trouve tous les moyens de satisfaire ses besoins et d'exercer ses facultés en vue de la poursuite sûre et facile de la fin de l'homme. Godefroid Kurth, qui a publié, en 1886, un grand ouvrage sur les *Origines de la civilisation moderne*, estimait aussi que la civilisation est cette forme de la société qui offre à ses membres le maximum de facilités pour atteindre leur fin suprême.

Plus récemment, le P. de Munnynck, O. P., définissait la civilisation : « le produit permanent et progressif du corps social sur la base de la nature, dans le but de vivre, de bien vivre et de toujours mieux vivre [3]. »

Ce qu'il y a de commun à toutes ces définitions, c'est l'idée de progrès, de marche en avant, d'aspiration vers un idéal, de poursuite d'un but suprême. Il n'est pas un catholique qui puisse oublier que la fin suprême de l'homme est d'aller à Dieu, de posséder Dieu dans l'éternité. Tout ce qui tend à faciliter l'obtention de cette fin doit faire partie intégrante de la civilisation. Tout concept de civilisation qui ne tient pas compte de la nécessité pour l'homme de faire son salut est insuffisante, inexacte et dangereuse.

Ce que tout le monde voit très bien également, c'est que la civilisation suppose un heureux équilibre entre l'autorité, indispensable à la vie en société, et la liberté, indispensable à la dignité humaine, — entre la vie sociale et la vie individuelle, entre l'homme et l'humanité. Toute civilisation qui sacrifie l'homme est fausse. Toute civilisation qui sacrifie la société sacrifie aussi l'homme, en ayant l'air de le favoriser.

« En définitive, écrit le P. Brucculeri, la civilisation veut être la meilleure organisation et irradiation de la vie sociale. » Mais il reste que la société n'est pas faite pour elle-même, qu'elle n'a pas sa fin en elle-même, mais qu'elle est subordonnée à la fin de l'individu humain, qu'elle encadre. On pourrait presque dire que la société est l'atmosphère, tandis que l'individu est l'oiseau vivant qui s'y trouve plongé. Si l'atmosphère est pure, chaude, lumineuse, saine, l'oiseau y déploiera ses ailes et ses libres instincts, dans une harmonie naturelle. Si l'atmosphère est empoisonnée, l'oiseau y souffrira et y périra. L'oiseau, c'est l'homme fait pour Dieu. Si la société l'éloigne de Dieu, elle est maudite ; il n'y a plus de civilisation. Si la société facilite l'accès de l'individu à son Dieu, c'est-à-dire à l'unique Sauveur, Jésus-Christ, elle est bénie, elle est bienfaisante, elle approche de la perfection.

Quiconque croit à la Providence divine, c'est-à-dire à la sagesse infaillible de Dieu créant l'homme pour le bonheur en Dieu, et la société pour aider l'homme, croit que la civilisation est à base de religion, de justice, de charité.

Mais il y a dans la nature même de l'homme une infinité de traits qui exigent de sa part un appel et une subordination à la société. Il ne peut presque rien tout seul ; il a été créé sociable ; il trouve dans la société seule et dans la coopération qu'elle suppose, les possibilités de son propre développement. Ce qu'il reçoit de la société est si riche, si varié, si complexe, qu'il lui doit une immense reconnaissance. De plus, la société, que nous avons comparée à une atmosphère, est en réalité composée de l'ensemble des êtres humains. Elle n'est pas hé-

[2] *Histoire de la civilisation en Europe*, Paris, Didier, 1840, p. 12-16.

[3] Dans *Les grands problèmes internationaux*, Paris, 1950, p. 164.

térogène à l'homme ; elle est plus qu'une simple ambiance : elle est l'humanité ou collectivité humaine. Et la civilisation résulte précisément des relations entre l'individu et le tout, entre l'homme et l'humanité, et de la maîtrise qu'ensemble ils arrivent à posséder sur la nature.

L'individu seul, en lutte avec la nature, ne tarderait pas à être vaincu. Pour dominer la nature, en utiliser les forces et les virtualités, après les avoir découvertes, cataloguées, domestiquées, il faut la mise en œuvre de toutes sortes d'activités. Une nation même n'y suffirait pas ; la coopération de peuple à peuple est indispensable. L'*autarcie*, dangereuse dans le domaine économique, est impossible dans le domaine intellectuel et moral. Toute nation qui s'isole religieusement, moralement, intellectuellement, qui méprise le concours des autres nations, est une nation en péril de mort.

Dans un autre ordre d'idées, l'*autarcie* intellectuelle qui consisterait à isoler la génération actuelle des générations antérieures, à renier le passé, à vouloir refaire un monde en partant de zéro, est à peine pensable. La civilisation ne suppose pas seulement la coopération de l'homme avec sa nation et de la nation avec les nations voisines, mais encore celle de notre siècle avec les siècles antérieurs, celle de la raison avec la tradition.

Et ici se pose le problème de la *race*. Le racisme fait dériver toute civilisation du sang. Il aboutit à une sorte de déterminisme aveugle et fatal. Il est contraire, du reste, aux évidences historiques les mieux établies. Il n'y a plus de race pure. Il ne peut plus y en avoir, tant les mélanges ont été nombreux, variés, complexes au cours des siècles.

« L'élément racial, dit le P. Brucculeri, s'est trouvé, au cours des siècles, par le croisement et la fusion des souches diverses tellement diminué et vidé qu'il est devenu une quantité négligeable en face de la force prépondérante et décisive des contributions spirituelles qui ont élaboré la civilisation moderne. Dans les grandes nations d'aujourd'hui, on peut bien dire que la race n'a aucune influence sur la civilisation, en comparaison de l'influence qu'exerce la civilisation sur la race. Les morts, comme cela a été très bien dit, agissent bien peu par le sang, mais beaucoup par les idées fécondes qu'ils ont laissées en héritage et par les œuvres et les institutions qu'ils ont produites par leur esprit. »

Et le R. P. ajoute que l'article du *Credo* allemand, selon lequel la civilisation, dans toutes ses manifestations les plus éclatantes, serait probablement le fruit authentique de la race pure, est dépourvu de tout fondement scientifique. C'est ce qu'un catholique allemand, Matthias Schrœder, a fort bien dit dans un livre récent [4] :

« Sans aucun doute, écrit-il, il existe des rapports entre la civilisation d'un peuple et la constitution raciale de ses membres. Mais le mélange des souches a créé, sous ce rapport, une telle forêt de relations qu'il n'est guère possible de discerner leur exacte connexion. Ce qui est certain, c'est que la civilisation ne dépend pas seulement de la race, qu'elle n'est pas une simple fonction de la race ou d'une âme quelconque de la race. Dans son origine et dans sa formation agissent en une large mesure la position géographique, le climat, la flore, la faune, les peuples voisins, la tradition et autres choses de ce genre. On doit considérer en outre que la société, quand elle a atteint une certaine hauteur de développement, procède avec une certaine autonomie, c'est-à-dire obéit à une norme immanente qui est en elle et avec sa propre force d'impulsion. »

Il suit de là qu'il est possible de parler de différentes civilisations, sans que pour cela une suspicion de moindre valeur soit insinuée pour l'une ou pour l'autre. Il y a des fleurs de plusieurs espèces. Il y a plusieurs logements dans la maison du Père céleste. Il y a de même plusieurs sortes de civilisations. On peut parler de civilisations antiques ou modernes, orientales ou occidentales, de civilisations mortes ou vivantes, de civilisations qui naissent ou qui meurent. Depuis le livre fameux de Spengler : *Der Untergang des Abendlandes*, « La Décadence de l'Occident », il est devenu courant, avons-nous dit, de parler de la ruine de la civilisation européenne.

Une autre constatation que permet l'histoire est la suivante : la différence entre les civilisations s'accroît avec l'évolution de l'humanité et le progrès. Les civilisations antiques étaient moins éloignées les unes des autres que les civilisations modernes. La remarque est de M. Pinon, dans la Semaine Sociale de 1936. On pourrait dire qu'il en est des civilisations comme de ces machines qui ont été inventées par le génie de l'homme depuis environ deux siècles. Elles n'ont cessé de se compliquer ; on a ajouté sans cesse de nouveaux perfectionnements, de nouveaux rouages au type primitif. Une locomotive de 1939 ne ressemble que de loin à la première locomotive de 1828. Le navire *Normandie* est autrement compliqué qu'un paquebot à vapeur d'il y a cent ans. L'automobile ou l'avion d'aujourd'hui sont des machines bien plus complexes que celles que nous avons vues au point de départ.

Ainsi, nos civilisations se chargent constamment d'éléments nouveaux. Notre vie diffère considérablement de celle des Français du temps de Louis XIII ou de Louis XV. Nous avons des habitudes qu'ils n'avaient pas et qui sont devenues des besoins. Vous n'avez qu'à voir ce qui se passe dans une maison, quand survient une panne d'éclairage : on y est tout désorienté. Nos pères se passaient fort bien pourtant d'électricité.

Pour mettre un peu d'ordre dans cete infinité de facteurs de civilisation, le P. Brucculeri les divise en trois catégories ; *facteurs matériels, spirituels, mixtes*.

Ne voir que les facteurs matériels, en d'autres termes réduire la civilisation à la poursuite du bien-être, est une erreur passablement répandue aujourd'hui, mais qui n'en est pas moins déplorable. L'homme n'est pas une bête. En fait d'organisation sociale, il est probable qu'il n'atteindra jamais la perfection de la ruche ou de la fourmilière. On ne peut pourtant pas dire que la civilisation s'applique aux abeilles ou aux fourmis.

Les éléments de la civilisation qui tendent à satisfaire les besoins d'ordre matériel et corporel se ramènent au progrès économique et à la technique industrielle. C'est par la science appliquée à l'industrie que l'homme domine la nature et la plie à son service. La technique a des ramifications dans tous les domaines de l'activité ouvrière de l'homme : agriculture, industrie, commerce, transports, médecine, chirurgie, hygiène, et hélas ! aussi dans la guerre. Sous ce rapport, la civilisation est fille

[4] *Rasse und Religion*, Munich, 1937, p. 168.

de l'*homo faber*. Mais l'*homo faber* n'est qu'un aspect de l'*homo sapiens*. Comme l'a fort bien dit Sombart : « Le fait d'incorporer de l'activité dans les choses n'est pas seulement une propriété de l'homme : tout nid d'oiseau, toute construction de termites, toute tanière de renard indiquent que l'animal peut se projeter au dehors et faire des œuvres qui ont leur être propre. Mais il n'appartient qu'à l'homme de faire des œuvres qui soient des images révélatrices des créations de son esprit [5]. »

Quand il a satisfait ses besoins corporels, l'homme demeure inquiet. Il éprouve des besoins autres que ceux du corps ; il veut connaître, il veut aimer, il veut créer, il veut anticiper son avenir, il veut être éternel ! Il dépasse constamment le moment présent. Il est supérieur à son œuvre et il le sent. Cette inquiétude a été constatée par S. Augustin en un texte célèbre. Ce « mouvement pour aller au-delà », comme disait Malebranche, est l'origine de la religion, de la philosophie, de la science, de l'art, de la morale. A la différence de l'animal, l'homme ne s'arrête pas à la recherche de l'utile, mais il est irrésistiblement poussé vers le vrai, le beau, le bien. Et il a toujours accordé une primauté d'honneur à ces besoins d'ordre spirituel.

Il s'ensuit que, par delà les éléments matériels de la civilisation, il faut faire une place de choix aux éléments spirituels : culture de la philosophie, de la religion, de la morale, de la littérature, de la science, des arts. Et si les réalisations dans ces divers domaines sont l'œuvre particulière de génies privilégiés, elles n'en sont pas moins faites pour pénétrer jusque dans le cœur du plus humble membre de la société humaine. Le Christ a fait sa religion pour tous. En un sens plus restreint, mais tout de même encore réel, les grands philosophes ont pensé pour tous, les grands écrivains ont écrit pour tous, les grands artistes ont fait des chefs-d'œuvre pour tous. Les tableaux de Raphaël ou de Velasquez sont un bien commun à tous. Les découvertes de Pasteur ont été heureuses pour tous.

Enfin, la troisième classe des éléments de la civilisation, ceux que nous avons appelés *mixtes*, est formée par les institutions et les usages qui répondent à la fois aux besoins du corps et à ceux de l'âme, tels que le mariage, le foyer familial, l'organisation politique, indispensable à l'activité économique, au maintien de l'ordre intérieur et extérieur.

Finalement, le P. Brucculeri aboutit à cette définition précise de la civilisation :

« Elle est pour nous une création collective par laquelle l'homme, dominant toujours mieux les forces de la nature, satisfait à ses exigences vitales d'une part, et à son besoin illimité de perfectibilité, spécialement intellectuelle, esthétique, morale et sociale d'autre part, le tout subordonné à sa fin suprême ».

D'après cela, pour savoir si la civilisation est en recul ou en progrès, il suffit de se demander : 1° si l'homme satisfait mieux ou moins bien son désir de bien-être corporel, — 2° s'il peut déployer ses facultés spirituelles, intelligence, puissance d'art, puissance morale et sociale, avec plus ou moins de facilité, — 3° par-dessus tout, si la voie lui est plus ou moins ouverte vers sa fin dernière qui est la possession de Dieu dans l'éternité.

Un monde vivant dans l'angoisse de la guerre, déployant la majeure partie de ses activités en vue de l'attaque ou de la défense par les armes, se sentant paralysé par une telle préoccupation dans ses autres activités (celles des industries de paix, de l'étude scientifique, de l'art, des œuvres de justice et de charité), un monde détourné de Dieu par des doctrines matérialistes comme celles du bolchévisme, du racisme, du totalitarisme, un tel monde est de toute évidence un monde en péril de mort, une civilisation en malaise permanent, en déchéance inévitable.

II

C'est à la lumière de ces principes que le P. Messineo entend juger « les fausses orientations » à « la recherche de nouvelles civilisations. »

Au moment où la France célèbre le 150e anniversaire de la Révolution, il ne nous en coûte nullement de dire que nous voyons dans ce grand événement le point de départ des révolutions qui sont aujourd'hui en marche. La Révolution française fut la première grande tentative d'une société chrétienne pour s'organiser en dehors de Dieu, sur des bases simplement humaines : la liberté, l'égalité, la fraternité, la science. L'esprit de la Révolution est demeuré en principe hostile à l'action de la religion dans la société. La religion est reléguée par lui dans le cœur de l'individu, à l'état de simple survivance tolérée. La religion a disparu des institutions gouvernementales, des lois, de l'école officielle, et n'a pu garder les positions réduites qui lui restent que grâce à une résistance héroïque contre les envahissements du laïcisme. Cela est si vrai que si, demain, le péril mondial disparaissait, on verrait, selon toute vraisemblance, recommencer en France la guerre à l'idée religieuse par tous les moyens de pression directe ou indirecte dont dispose de nos jours un grand Etat, même censé fondé sur le principe de la liberté du citoyen.

Mais si le *laïcisme* issu de la Révolution (pour ne pas dire : *essence de la Révolution*) est la première en date des fausses orientations vers de nouvelles civilisations, il n'est pas actuellement le danger le plus menaçant pour la civilisation chrétienne, seule forme possible de la civilisation parfaite.

L'ennemi n° 1 de la civilisation est, pour nous, le *communisme*, encore que le *racisme* lui dispute ce titre fatal.

Pourquoi disons-nous cela ?

Parce que le *communisme* rabaisse davantage l'homme encore que le racisme. Il le réduit à l'état de la bête. Il dénie l'existence de l'esprit, de l'âme. Il dépouille l'être humain de toute sa dignité. Il le prive de toutes ses espérances. Il lui ferme le ciel et l'éternité. Il l'emprisonne dans les horizons terrestres. Il lui coupe les ailes. En un mot, il *l'abrutit* totalement. Le grisant de promesses matérielles irréalisables, lui faisant entrevoir d'impossibles ripailles charnelles, il lui per-

[5] Sombart, *Vom Menschen*, Berlin, 1938, p. 77-78. — L'esprit qui apparaît dans l'œuvre d'un animal n'est pas l'esprit de l'animal, mais celui de la Providence qui a fait l'animal et l'a doué d'instincts utiles à son existence. L'homme seul dépasse l'instinct et fait œuvre créatrice.

suade de s'absorber dans la collectivité, de se dépersonnaliser, de n'être plus qu'un numéro dans la lutte des classes et dans la force productrice de l'Etat prolétarien. Il le contraint de rester enfermé dans le cercle de fer du « devenir » collectif et de subir ainsi la fatale atrophie de ses facultés spirituelles.

Dans le communisme, l'individu n'est plus qu'un rouage. Toute initiative, toute autorité, tout pouvoir sont réservés à un homme, le grand chef assisté des bureaux qu'il s'est donnés à lui-même et qu'il a composés, à son gré, de muets et d'esclaves. L'homme collectivisé n'a plus le droit de penser, de croire, de travailler, de se vêtir, de manger comme il le veut, mais seulement selon les directives reçues d'en haut. L'homme est un facteur mort pour la civilisation.

Dans le monde troublé où nous vivons, nous n'hésitons pas à dire que l'impuissance effarante ou machiavélique de la Russie bolchévisée est un plus grand scandale, si possible, que l'ambition et la mégalomanie de l'Allemagne hitlérisée. La Russie fait peur à ses voisins, encore plus que l'Allemagne. Elle ne cache pas, du reste, son intention de profiter de l'effroyable conflit qui peut, d'un moment à l'autre, bouleverser et ravager le monde, pour propager le bolchévisme dans tout l'univers. Si l'Allemagne, qui se dit si violemment opposée au communisme, réfléchissait aux suites probables d'une guerre européenne, elle reculerait d'horreur devant le communisme qui aurait réservé ses forces pour détrousser les cadavres des grandes nations !

Mais nous ne faisons qu'une faible différence entre le communisme et le racisme, dans l'échelle des doctrines contemporaines. Le *racisme* tend également à mécaniser l'individu, à lui enlever sa personnalité, l'atmosphère de légitime liberté où il pourrait respirer, inventer, créer, vivre tout au moins, sans être écrasé.

Bien plus, le racisme ne nous apparaît que comme une forme nouvelle du communisme. Et nous entendons le prouver. Le communisme utilise, pour domestiquer les foules et les asservir aux buts de quelques dominateurs, la haine du pauvre contre le riche, du non-possédant contre ceux qu'on nomme les *beati possidentes*. Or, Hitler ne fait pas autre chose. Il utilise, pour imposer à l'Allemagne sa volonté, ses buts, ses ambitions, ses doctrines, son pouvoir autocratique et indiscutable, la haine d'un pays censé pauvre contre les pays riches. Rien ne nous a fait plus de peine que de trouver dans une Revue autrichienne catholique ou soi-disant telle et que nous avons souvent citée ici-même, *Schœnere Zukunft*, du 23 avril, cette haine exprimée sans réserve et sans explication, dans un éditorial consacré au cinquantenaire de la naissance de Hitler : *Zum 50. Geburtstag des Führers Grossdeutschlands.* Dans cet article, où ne perce pas la moindre restriction doctrinale, on fait à Hitler le plus grand mérite pour les exploits suivants :

1° La destruction du traité de Versailles, considéré comme une revanche des ennemis de l'Allemagne contre un peuple « comptant de trop bons soldats et de trop bons économistes [6] » ;

2° La création d'un gouvernement fort, par la destruction du parlementarisme, dans lequel il n'y avait plus, dit l'article, que « des rois de carton » ;

3° La mise en valeur de la *nationalité*. On n'ose pas dire : de la *race*, mais c'est tout comme. On félicite Hitler d'avoir détruit le cosmopolitisme issu du faux libéralisme révolutionnaire ;

4° L'abaissement du capitalisme, dont le XIXe siècle avait assuré le triomphe. Mais on ne dit pas que le totalitarisme étatiste aboutit en somme à un supercapitalisme, dans lequel la masse est détournée de son travail utile, pour la fabrication des armes. Si le capitalisme maudit de tant de côtés aboutissait, selon ce journal, à faire des travailleurs les ilotes et les esclaves des détenteurs de l'or et des princes de la richesse, le système étatiste n'aboutit pas moins sûrement, — c'est le moins que l'on puisse dire, — à faire de tout un peuple une masse d'ilotes et d'esclaves au service de la mégalomanie d'un visionnaire ;

5° La répression du judaïsme. Selon notre auteur, le judaïsme aurait été le grand profiteur du libéralisme, du parlementarisme et du capitalisme. Le libéralisme émancipa les Juifs, le parlementarisme leur ouvrit toutes grandes les portes de l'influence sur les gouvernements, le capitalisme en fit les maîtres de la banque et des bourses de capitaux.

Cependant, la Revue que nous analysons se garde bien de rappeler que l'antisémitisme est formellement désavoué par l'Eglise [7] ;

6° Les réalisations en faveur du troisième et quatrième état *(sic)*. En substance, il s'agit de la réduction du chômage et des réalisations sociales du troisième Reich ;

7° *La remise du peuple allemand dans sa situation de puissance mondiale.* C'est là, on le sent, pour la Revue autrichienne, qui ne semble regretter en rien l'*Anschluss*, la grande gloire de Hitler. Et elle veut qu'on lui passe tout pour cela. Elle n'a aucun blâme pour la confiscation de la Bohême et de la Slovaquie. Elle trouve cette usurpation toute naturelle et légitime. Les Lloyd George, les Clemenceau, les Wilson et leurs succédanés ont commis le pire des crimes en opprimant la vertueuse Allemagne qui avait perdu la guerre sans qu'il y eût de sa faute ! Mais Hitler a tous les mérites, en annexant, contre la parole jurée, des terri-

[6] Naturellement le journal cite de nouveau, avec dégoût, un mot de Clemenceau : « Il y a vingt millions d'Allemands de trop ! » Mais il ne cherche ni à savoir si le mot est authentique, ni quel sens et quelle portée il pouvait avoir dans la bouche d'où il serait sorti. En tout cas, établir, sur une boutade de cette nature, l'injustice fondamentale d'un traité signé par l'Allemagne, c'est vraiment se donner des arguments à bon compte !

[7] Sur ce point, la *Chronique sociale de France* du 15 avril 1939, dans un article vigoureux intitulé *Racisme et Christianisme*, rappelle la condamnation faite par le Saint-Office, le 25 mars 1928, de la Société des « Amis d'Israël », fondée à Rome en 1926, et qui avait compté parmi ses membres, selon la *Chronique Sociale*, jusqu'à 19 cardinaux, 278 archevêques ou évêques, près de 3.000 prêtres. Mais le texte du Saint-Office avait bien soin de condamner l'antisémitisme, dans les termes suivants : « L'Eglise catholique a toujours eu coutume de prier pour le peuple juif, qui fut le dépositaire des promesses divines jusqu'à Jésus-Christ, malgré l'aveuglement continuel de ce peuple, bien plus : à cause de cet aveuglement même. Avec quelle charité le Siège apostolique n'a-t-il pas protégé le même peuple contre les vexations injustes ! Parce qu'il *réprouve* toutes les haines et les animosités entre les peuples, *il condamne au plus haut point la haine contre le peuple autrefois choisi par Dieu*, cette haine *que l'on a coutume de désigner communément par le mot d'ansimétisme.* » (Voir *Documentation catholique*, 1928, t. I, col. 1077 ; *Ami du Clergé* 1928, p. 291).

toires à sa convenance, au mépris du droit des peuples ! Et c'est ici que la Revue en question ose écrire les lignes suivantes :

« Pourquoi les chrétiens des pays neutres se taisent-ils sur le partage contre nature des peuples en « ne possédant rien » *(Habenichtse)* et en « démesurément riches » ? Pourquoi contemplent-ils — bien qu'il soit connu que l'ordre naturel tend au développement d'une culture progressive religieuse et morale, — avec une totale passivité, le fait que certains peuples, féconds et actifs, étouffent presque dans les étroites limites de leur espace vital *(Lebenraumes)*, pendant que d'autres qui manifestent les signes évidents de l'infécondité ne savent même pas comment cultiver leur superflu et doivent se livrer au gaspillage ? On dit : il faut se montrer « brave » (c'est-à-dire patient et honnête), mais non pas « révolutionnaire irréductible ». Mais les Allemands n'ont-ils pas été « braves » durant quinze ans, sans obtenir le moindre avantage ? Quiconque veut que les malentendus qui répandent certains doutes sur les chrétiens disparaissent, doit laisser paraître dans sa vie un christianisme pratique. Il doit se constituer, dans tous les peuples, une phalange placée sous le signe du Christ, qui prendra au sérieux son *Credo*, au sérieux toutes les conséquences de ce *Credo*, au sérieux par suite le travail de réconciliation des peuples par l'établissement d'une paix sur la base de la justice réelle et de l'égalité économique. Si une telle phalange existait, si elle se rendait visible, certains préjugés et malentendus au sujet du christianisme devraient s'évanouir. »

Nous avons tenu à citer tout ce passage. Il nous apparaît comme du pur bolchévisme. Le sens en est en effet tout simplement le suivant : « Tu es riche et moi pauvre, nous allons partager. J'ai des enfants, tu n'en as pas, ton patrimoine m'appartient ! » La division des peuples entre « prolétaires » et « enrichis » a quelque chose d'illusoire et d'odieux. Le communisme prétend que, dans le régime capitaliste, le patron s'enrichit « de la sueur de l'ouvrier ». Il affirme que le travail seul est source de toute richesse. Nous n'avons pas à discuter ici ces thèses, cent fois réfutées. Mais enfin, s'il est certain que le travail de l'ouvrier rapporte quelque chose au patron, nous ne savons comment l'on pourrait démontrer que les peuples riches se sont nourris de la sueur des peuples pauvres. La France n'a rien pris sur l'Allemagne. Elle a été ravagée par elle, lors de la dernière guerre. Si l'Allemagne se plaint du traité de Versailles, elle oublie que les rigueurs de ce traité avaient été motivées par les horreurs des dévastations commises chez nous. Si la France n'a pas assez d'enfants, c'est un fait que nous déplorons avec chagrin et qui tient à bien des causes que nous réprouvons. Mais nous ne pouvons admettre que cela donne le moindre commencement de droit à l'Allemagne sur le patrimoine français ! C'est du reste un fait guérissable. L'infécondité du peuple français n'est pas nécessairement perpétuelle ; une rechristianisation de notre pays y mettrait promptement remède, tandis que l'invasion allemande ne ferait probablement qu'aggraver la situation, en aggravant les charges qui pèsent déjà sur le pays.

Enfin, que signifie cet appel aux neutres, cette proposition de la création d'une phalange chrétienne destinée à appuyer les revendications de la violence et du nombre ?... Nous ne pouvons croire que l'auteur de l'article cité représente réellement l'opinion catholique autrichienne, et nous voyons là un phénomène de « noyautage » des organes catholiques par le nazisme triomphant.

Mais quittons la *Schœnere Zukunft* et son dithyrambe en l'honneur de l'œuvre de Hitler, pour revenir à la *Civiltà cattolica.*

Voici en quels termes elle condamne le racisme, en tant que « fausse orientation dans la recherche d'une nouvelle civilisation » :

« Stérile pour la création d'une véritable civilisation serait une forme de vie sociale se fondant seulement sur les lois obscures de la biologie et sur les non moins obscurs instincts résidant dans le sang, parce que, en pareil cas, la matérialisation de l'homme serait encore plus évidente et le contenu hautement spirituel de la civilisation dévalué totalement, sinon complètement nié. En effet, avec une telle conception, la valeur suprême ne serait plus l'esprit, mais bien la matière, la chair ; le régulateur de la vie sociale et individuelle ne devrait plus être recherché dans les sentences d'une conscience illuminée par la clarté intellectuelle, mais dans l'instinct des forces biologiques ; le critérium souverain d'évaluation pour les actes humains ne devrait plus être aperçu dans une loi transcendante de morale et de justice, mais dans une exigence physique et nécessitante.

L'homme, conçu principalement comme un amas de chair, d'os et de muscles, irrigués par le fluide divin du sang, règle, loi et siège de la divinité immanente, perdrait toute signification comme personne et resterait soumis à un destin plus inexorable que celui qu'avait imaginé la mythologie antique, avec cette différence que, tandis que le *fatum* des anciens était la conception abstraite d'une puissance occulte et mystérieuse, qui liait jusqu'aux dieux, le destin moderne aurait son siège et son activité au cœur des hommes, qui, entraînés par la force irrésistible du sang, comme par une divinité concrète, visible, historique, libre de toute loi, s'arrogeraient une faculté sans frein d'agir, de faire et de défaire, d'abattre et d'ériger des institutions, de nier et d'affirmer des concepts, des traditions, une religion, sans autre critère que la voix présumée du sang, dont eux seuls seraient les interprètes authentiques. »

En d'autres termes, le racisme, c'est la démission de la raison, de la conscience, de la liberté morale et psychologique ; c'est le déterminisme fataliste ; c'est la prédestination de Luther et de Calvin, divisant les hommes en races bénies et en races maudites, à perpétuité, accordant tout aux premières, refusant tout aux autres, et aboutissant nécessairement à la lutte farouche des « damnés du racisme » contre ses privilégiés.

En troisième lieu, après avoir dénoncé, avec la vigueur de logique que l'on vient de voir, et le communisme et le racisme, la *Civiltà* n'hésite pas à condamner aussi le *totalitarisme :*

« Stérile, dit-elle, à l'égal du collectivisme, par rapport aux fins de la civilisation, est l'étatisme exagéré, selon lequel l'homme ne serait qu'une cellule caduque d'un organisme supposé vivant de sa vie propre, une partie intégrante d'une entité absorbante, un membre dont l'existence est ordonnée de façon exclusive au service de l'Etat. L'homme, dès lors, ne serait plus un être qui trouverait sa raison d'exister en dehors de la société, dans une volonté transcendante et dans son acte créateur, mais un élément d'un organisme dont il recevrait la vie, la personnalité, les droits et les devoirs et en dehors duquel il serait annulé. »

Toute organisation sociale fondée sur une telle conception réduit la personne humaine à l'état de simple instrument, moyen et rouage de la société. Et comme la société, entité collective, est nécessairement représentée par un homme ou des hommes, cela reviendrait à asservir, corps et âmes, une multitude d'individus humains à un seul ou à un petit

nombre ! C'est la tyrannie avec toutes ses odieuses conséquences et toute sa honte pour ceux qui la supportent !

Il ne nous paraît pas douteux que la seule manière de repousser catégoriquement et victorieusement ces menaçantes erreurs, c'est de revenir à la conception chrétienne de la paternité de Dieu et de la fraternité humaine, de la primauté de l'esprit sur la matière, de l'âme sur le corps, de l'éternité sur le temps, du salut sur le bien-être.

« On est bien obligé de conclure, écrit le P. Messineo, que le concept même de civilisation est, de nos jours, obscurci dans l'esprit d'un grand nombre. Cette conclusion, hélas ! s'impose à l'observateur de la société contemporaine, si profondément agitée par les courants idéologiques contraires, si troublée par les périls toujours imminents de luttes armées entre les peuples, si inquiète et si instable que l'on ne peut rien présager de bon en faveur du progrès civil des nations.

Quelle est la cause de ce retour progressif à la morale de la violence ? Il n'y en a pas d'autre que l'apostasie de la foi chrétienne et le reniement de ses principes de justice et de charité. Ainsi que l'observait le profond esprit de Taparelli : « Partout où pénétra la Croix, germa aussi la civilisation ; partout où la Croix s'arrête dans sa marche, la civilisation se flétrit et meurt : partout où la Croix est abattue, la barbarie recommence ! »

L'histoire des dernières vingt années de controverses, de luttes, de rancunes renaissantes, de haines réattisées, de périlleuses tensions, ne pouvait démontrer de façon plus convaincante la connexion indissoluble entre le christianisme et le progrès civil, entre la Croix et la civilisation. »

III

« Cherchez d'abord le règne de Dieu et tout le reste viendra par surcroît. » Cette parole de Jésus (Mt., VI, 33) implique la seule véritable conception de la civilisation. Il semble au contraire que le mot d'ordre de certains directeurs de peuples aujourd'hui soit le suivant : « Cherchez d'abord le règne de votre race, cherchez à dominer le monde, et le reste vous viendra par surcroît. » Que Hitler désire donner le bien-être à son peuple, nous n'y voyons aucune objection : c'est son droit et son devoir. Mais nous croyons qu'il se trompe totalement de route pour parvenir à son but. Le proverbe chrétien selon lequel « bien mal acquis ne profite jamais » se vérifiera toujours. Tous les moyens ne sont pas bons pour une fin juste.

On nous disait tout à l'heure qu'il n'est pas juste que les pays se divisent en « ne possédant rien » et « enrichis ». Nous accordons que l'Allemagne a été appauvrie par la grande Guerre. La Guerre n'a enrichi personne. La France en a plus souffert que l'Allemagne. Mais la France s'est remise au travail, — malgré de passagères défaillances, — et elle tâche de réparer ses lacunes comme elle peut. On peut soupçonner au contraire l'Allemagne de ne chercher, dans toute sa politique actuelle, qu'à combler un déficit croissant et volontaire par des opérations plus ou moins fructueuses que l'on est bien obligé d'appeler des vols.

C'est ce que montre la *Revue de Paris* du 15 avril 1939, dans un article signé Gabriel Louis-Jaray et intitulé : *Offensive économique allemande en Europe.*

« Une des raisons qui ont déterminé le Führer à cette mesure précipitée (l'occupation de la Bohême) est sans doute, écrit l'auteur, le désir de s'emparer des devises, de l'or et de l'approvisionnement du pays. Le Reich ressuscite les vieux procédés de prise de butin au détriment des vaincus et il y trouve le moyen d'acheter à l'étranger les matières premières nécessaires à son armement. Après les biens des Juifs, ce furent les avoirs de l'Autriche, hier ceux des Sudètes, aujourd'hui ceux de Prague et de la Bohême. Le *Daily Mail* a évalué à 18.500.000 livres les prélèvements opérés par l'Allemagne en Bohême et Moravie, soit un peu moins de 3 milliards et demi de francs ; le *Daily Express* estimait que le butin en nature recueilli par l'Allemagne n'y était pas inférieur à 360 millions de livres, constitué par des approvisionnements, du matériel de guerre, des automobiles, des chevaux. Il ne faut prendre ces chiffres que comme une indication ; mais l'opération de rafle a été fructueuse. »

Mais cela n'a pas guéri les finances du Reich, qui ont subi trois assauts terrifiants depuis 1914 : le premier par la guerre elle-même, — le second par la banqueroute (que beaucoup considèrent comme frauduleuse) qui fut faite sous le régime socialiste-marxiste, — le troisième par les dépenses formidables du réarmement, sous le nouveau régime socialiste-nationaliste actuel. Au cours de ces aventures financières, le Reich a perdu or et devises. Il a été acculé à l'autarcie. Il a cherché à établir son commerce extérieur sur la base du troc ; mais ce système a échoué parce que le Reich n'arrive pas à vendre des objest fabriqués, utiles à la population d'autres Etats, en quantité assez grande pour couvrir ses achats de matières premières et d'articles d'alimentation.

La situation actuelle est la suivante :

Au 31 décembre 1938, la Reichsbanck n'a plus ni or ni devises. Il ne lui reste que 70.700.000 marks d'or, et 5.500.000 marks de devises. Et avec ces 75 millions de couverture, la banque d'Empire a une circulation de 10 milliards de marks, qui vient de s'accroître de 3 nouveaux milliards en 1939. Sans doute, le correspondant du *Temps* à Berlin évaluait, le 13 février dernier, le montant de la réserve cachée d'or du Reich à 220 millions de marks, valant environ 3 milliards 300 millions de nos francs. Mais il reste que la couverture des billets en circulation ne dépassait pas, à la fin de 1938, 0,75 %. Et elle ne peut qu'avoir sensiblement diminué après les récents événements.

Ces conditions monétaires ne permettent pas à l'Allemagne d'avoir une balance commerciale en déficit, puisqu'elle n'a pas de devises pour régler la différence. Or, ce commerce qui avait été en solde actif de 550 millions de marks en 1936, puis de 413 millions en 1937, a été en déficit de 432 millions en 1938.

« L'urgence d'une politique commerciale offensive découle ainsi de deux constatations : un commerce extérieur devenu fortement déficitaire en 1938, une carence d'or et de devises, faisant du mark une monnaie dévalorisée sur les marchés internationaux [8] ; le Reich peut garder son organisation financière intérieure avec un mark garanti par l'Etat, mais il ne peut rien obtenir de l'étranger. »

Assurément, avec une politique d'économies massives, l'Allemagne pourrait se tirer d'affaire. Mais cette politique impliquerait la renonciation aux dépenses de superarmement, et de cela Hitler ne veut

[8] Le mark vaut officiellement 15 fr. en Allemagne ; mais sur le marché libre de Paris, il ne valait plus que 4 fr. en février dernier.

à aucun prix. Il continue donc à dépenser au-delà de ses revenus normaux ; il consacre des sommes énormes à l'armement, à la construction et à l'achèvement de la ligne Siegfried, à la propagande dans les pays qu'il projette d'endormir et de domestiquer. A l'intérieur, il règle ces dépenses d'une part au moyen de nouveaux impôts, d'autre part au moyen de la mise en circulation de ces 3 milliards de billets nouveaux, valant théoriquement 45 milliards de francs, dont nous parlions tout à l'heure. A l'extérieur, il réduit les achats à tout ce qui est indispensable soit aux armements, soit aux stocks en vue de la guerre, soit à la subsistance de la nation. Malgré tout, la misère se fait sentir. Selon la tactique pratiquée jadis pour conquérir l'Allemagne et qui consistait à mettre, si l'on peut dire, sur le dos du traité de Versailles toute la responsabilité des misères de l'Allemagne, Hitler se garde bien, aujourd'hui, de reconnaître que si l'on manque de beurre, c'est parce que l'on a trop sacrifié pour les canons et les mitrailleuses. Il accuse les nations voisines d'exercer des représailles économiques contre l'Allemagne. Or, il n'y a qu'un phénomène tout naturel au fond de ces prétendues représailles, à savoir, que les nations qui vendent à l'Allemagne veulent être payées pour les denrées vendues ! Notez bien qu'elles pourraient refuser de vendre, très légitimement, même contre de l'argent, des matières premières qu'elles savent devoir servir au surarmement mortel de l'Allemagne. Mais jusqu'ici elles ne l'ont pas fait ou très mal. Hitler cependant s'irrite et menace. On doit ainsi comprendre ces lignes de son discours au Reichstag du 30 janvier 1939 :

« Lorsque des hommes d'Etat étrangers nous menacent de je ne sais quelles mesures de représailles économiques, je ne puis que donner l'assurance que, dans ce cas [9], il se produirait une lutte économique désespérée, qu'il nous serait très facile de mener jusqu'au bout... Le motif de notre lutte économique désespérée serait très simple. Il serait le suivant : Peuple allemand, vis, c'est-à-dire exporte, ou bien meurs. Et je puis certifier à tous les sceptiques internationaux que le peule allemand ne mourra pas... Quant au Gouvernement, je ne puis assurer qu'une chose, *c'est qu'il est résolu à tout !* »

Cette lutte économique « désespérée » est actuellement en cours. Elle se déroule par dessous l'intense activité diplomatique qui caractérise les heures que nous traversons.

Quelles sont les armes du Reich dans cette offensive ?

« Le régime hitlérien est... un régime de socialisme d'Etat en guerre ; le Gouvernement s'est emparé de la dictature de la vie économique, au même degré que celui de Moscou : la différence entre les deux pays ne tient qu'à la classe sociale qui exerce cette dictature et en profite. En Russie, ce sont des fils d'ouvriers, de paysans, de juifs, qui ont formé un prolétariat intellectuel haussé à la condition de fonctionnaires tout-puissants. En Allemagne, ce sont les cadres prussiens, hobereaux, fonctionnaires et militaires, qui occupent les postes de commandement. Mais dans les deux Etats, le régime est, dans la forme, le même et le commerce extérieur de l'Allemagne est, dès lors, entièrement dans les mains de l'Etat. »

[9] On notera que Hitler ne parle que par hypothèse, il ne dit pas que les représailles économiques aient eu lieu, mais il prépare son peuple à un conflit motivé par ces représailles qu'il prévoit

C'est un spectacle étrange que ce gouvernement créé pour détruire le régime bolchéviste et qui aboutit exactement au même point que le régime bolchéviste. Et il ne peut plus sortir du cercle où il s'est enfermé, car si cette dictature des fonctionnaires cessait de s'exercer, le mark soustrait à la protection de l'Etat tomberait aussitôt à zéro. Mais la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, du 13 décembre 1938, expliquait posément, en réponse a un discours de M. Chamberlain, que « le défenseur de la tradition anglaise n'aurait pas dû oublier que la *soumission de l'individu à l'Etat* fait partie de la tradition prusso-allemande. »

Dès lors, la question qui se pose est la suivante : le commerce allemand étant tout entier entre les mains des dirigeants allemands, quels échanges peuvent se faire avec ces dirigeants, c'est-à-dire quelles sont leurs idées de derrière la tête ?

Au début, on a eu et l'on devait avoir une certaine confiance dans les engagements pris par eux. Mais, après les derniers événements, cette confiance limitée s'est étrangement resserrée ! Ce n'est pas en vain que, le jour de Pâques, le Pape a déclaré que la paix entre les peuples est impossible sans le respect de la foi jurée, de la parole donnée, des traités signés. Or, les dirigeants du Reich semblent avoir rejeté cette doctrine élémentaire.

« Il ne faut aborder de tels partenaires qu'en état de défiance, écrit M. Louis-Jaray, considérer leurs déclarations comme sujettes à caution et ne compter sur l'exécution loyale d'une entente qu'aussi longtemps qu'ils y trouveront intérêt ; tout accord commercial est préparé par le Reich avec l'arrière-pensée d'y inclure un piège propre à duper le co-contractant. Les négociateurs prussiens excellent à se présenter en collaborateurs, à solliciter des avantages, à faire luire des compensations, à combler d'assurances verbales ceux qui traitent avec eux, à endormir la vigilance de ceux-ci en ne négligeant aucun moyen d'arriver à leurs fins. Ils sont passés maîtres dans l'art de « finasser ». Ils se font cauteleux jusqu'au moment où, assurés d'être les plus forts, ils jettent le masque et mettent l'épée dans la balance. Ceux qui ont approché l'ambassade d'Allemagne, depuis vingt ans, ont pu enrichir leurs observations. »

On conçoit que toutes les démarches, d'apparence même purement commerciales et économiques, faites par le Reich, surtout en pays plus faible que lui, ce qui est le cas de la plupart de ses voisins en Orient et au sud-est de l'Europe, soient faites pour inspirer de l'inquiétude. Le *Times*, parlant des Etats qui font du commerce avec l'Allemagne, écrivait, le 24 novembre 1938 : « Si le pourcentage devait dépasser 75 % de leur commerce extérieur, ils commenceraient à sentir que leur âme ne leur appartiendrait plus. »

Quel est donc l'objectif secret visé par les négociations commerciales du Reich ? Il n'est pas difficile à découvrir. Il se trouve exposé, en clair, dans *Mein Kampf*. On avait cru pouvoir se rassurer après Munich. On s'est aperçu que l'on avait eu tort. L'Allemagne exige ce que Hitler a nommé, d'un mot désormais historique, son « espace vital ». Et sous cette expression, il ne comprend rien moins que la correction définitive de la situation géographique de l'Allemagne. Si elle a perdu la dernière guerre, c'est qu'elle a été « encerclée ». Elle l'avait entreprise parce que l'encerclement, selon elle, la menaçait. Aujourd'hui encore, l'encerclement est

son cauchemar. Il s'agit donc de se délivrer de cette obsession. Mais pour ne plus être encerclée, il est nécessaire qu'elle possède un territoire produisant tout ce qui est indispensable à là fois pour la paix et pour la guerre. L'*autarcie* devient dès lors son idéal. Au lieu d'être, comme actuellement, un pis-aller, une nécessité imposée par le mauvais état monétaire, il faut qu'elle devienne l'expression de l'indépendance absolue, de la liberté économique totale. Ce n'est qu'à cette condition que l'Allemagne sera une puissance mondiale.

Le Reich « veut se constituer un empire économique terrien, partant de Hambourg pour aboutir au golfe Persique et au Turkestan, produisant presque toutes les matières premières et défiant les armées navales [1]. »

Dans ce vaste empire, les échanges pourront se faire en circuit fermé, au moyen de billets de banque d'Etat, selon une formule déjà préconisée avant la guerre par certains professeurs allemands : à l'intérieur de l'Etat, celui-ci assume l'unité complète de direction de la vie économique, il supprime l'or et la monnaie représentative de l'or, il y substitue des bons de papier, des billets de banque garantis seulement par sa signature.

En attendant que cet immense empire autarcique soit créé, il faut pourtant prévoir une période de transition. On appliquera alors les règles suivantes : 1° les échanges extérieurs se feront par troc, sans mouvement d'or ni de devises ; — 2° ce troc se réalisera par des ententes d'Etat à Etat, par exemple, le Reich achètera ferme une récolte de blé entière en échange de travaux et de machines fabriquées ou exécutés en Allemagne ; l'achat sera réglé par l'ouverture d'un crédit à la Reichsbank et l'autre Etat règlera ses achats en Allemagne d'après son crédit à cette banque ; — 3° pendant la période où les Etats contractants conserveront leur liberté politique et par conséquent économique, la concurrence étrangère demeurant à craindre, elle sera vaincue par des primes à l'exportation ou par la dépréciation du change. Il suffira que l'Allemagne, par un procédé quelconque, arrive à vendre moins cher que les concurrents éventuels pour obtenir la préférence. Une fois l'Etat en relation avec le Reich enveloppé par le jeu de pompe allemand, lui achetant tout ce qu'il produit et lui vendant tout ce qu'il consomme, — au moins jusqu'à concurrence de 80 %, — cet Etat devient le vassal économique du Reich, il est mûr pour la vassalité politique.

« Examinons, par exemple, le projet que M. Funk a présenté à la Bulgarie ; il a suggéré que la Bulgarie fournisse au Reich, pendant douze ans, tous ses excédents de produits bruts, tabac, céréales, fruits, porcs, à des prix fixés à l'avance une fois pour toutes. Le Reich, de son côté, paierait ces produits agricoles avec des armements de toute sorte, des machines et d'autres produits manufacturés. Il fournirait aussi des conseillers techniques, des ingénieurs, des mécaniciens spécialisés, en vue de l'amélioration des communications bulgares et des plans d'irrigation qui accroîtraient la production agricole bulgare, surtout en ce qui concerne le coton. Les prix de ces marchandises et même le salaire des techniciens et mécaniciens allemands seraient également fixés à l'avance. »

Il est clair que, pour un pays agricole et pauvre, ces offres sont tentantes : c'est toute la récolte paysanne assurée d'un écoulement régulier. Mais le point noir de l'arrangement, c'est la vassalité qui en découle. C'est aussi l'absence de paiement en or ou en devises ; c'est la perspective de ne recevoir que des services ou des marchandises dont il n'est pas sûr que l'on ait longtemps besoin, ou, s'il s'agit d'armements, des objets qui ne puissent servir que pour être entraîné dans une guerre effroyable et d'y prendre forcément part aux côtés du Reich.

La manœuvre est la même du côté de la Roumanie. Le Reich voudrait se procurer le blé et le pétrole roumains sans avoir à envoyer ni or ni devises, mais en imposant le système du troc avec des produits fabriqués ou des services dont la Roumanie n'a peut-être pas grand besoin. Il voudrait aussi s'assurer une mainmise sur la vie économique et même politique du pays, car il est clair qu'en achetant les produits paysans, il met dans son jeu la force politique du monde paysan roumain. Le traité de mars 1939 a été signé pour cinq ans. Pendant ce temps, la grande voie d'eau Hambourg-mer Noire (par l'Elbe, le Mittel-Kanal de l'Elbe au Rhin inauguré le 30 octobre 1938, le Mein, le canal du Mein au Danube par Nuremberg, qui doit être terminé avant 1943) aura le temps de s'établir et d'entrer en activité. N'oublions pas que le Reich a dénoncé, le 14 novembre 1936, les dispositions du traité de Versailles, renouvelant celles des traités de 1815 et de 1856, sur la navigation du Danube. Il prétend donc régler à son gré les conditions de cette navigation. Ce sera sa première étape : la mainmise sur le Danube, sur les Etats riverains. La deuxième étape sera l'hégémonie sur la mer Noire, transformée en mer fermée. La troisième, l'extension vers le Caucase, l'Iran, le golfe Persique.

Tel est le plan qui se dessine. M. Louis-Jaray qui nous l'expose ne craint pas d'accuser l'Angleterre de ne l'avoir pas aperçu à temps et de l'avoir laissé se développer en ses premières phases.

« Les hommes de négoce ont eu en Grande-Bretagne, dit-il, la vue très courte du 7 mars 1936 au 15 mars 1939 ; leur réaction ne s'est produite que le jour où, à leurs yeux, Hitler ne s'est pas conduit en gentleman, n'a pas joué le *fair play*, parce qu'il a dupé M. Neville Chamberlain, en lui donnant, avant et après Munich, des assurances solennelles qu'il a reniées dans la seconde quinzaine du mois de mars 1939. En laissant violer le traité de Locarno, le 7 mars 1936, les marchands anglais n'ont pas compris qu'ils livraient à l'empire militaire prussien la domination de l'Europe centrale et orientale, et que la conséquence de cette hégémonie serait la destruction progressive du commerce anglais. »

IV

Ces dernières lignes nous conduisent à examiner avec attention l'article consacré par M. Lucien Fraisse, dans les *Etudes* du 20 avril 1939, à *la Réaction anglaise*.

Cet article a pour objet de « montrer l'évolution rapide et l'on peut même dire le renversement

[1] Voir sur ce point l'ouvrage récent de Gabriel Louis-Jaray, l'auteur même de l'article que nous résumons : *Offensive allemande en Europe ; trois années d'Histoire contemporaine : 7 mars 1936-7 mars 1939*, Paris, Sorlot, 1939, p. 190-215.

qui s'est produit, au cours du mois précédent, dans la mentalité anglaise. »

Tout le monde sait qu'au lendemain de la guerre par le jeu de bascule qui était tout à fait dans sa tradition séculaire, la Grande-Bretagne s'employa presque constamment à freiner sur ce que l'on nommait volontiers, hors de chez nous et spécialement en Allemagne, la volonté d'hégémonie continentale de la France. L'Angleterre s'écartait des affaires européennes, se repliait sur elle-même, se refusait aux engagements sur le continent, s'enfermait dans son « splendide isolement » et s'abandonnait à une confiance entière et un peu naïve dans l'organisation de la « sécurité collective » à Genève.

Loyalement, constamment, elle joua la carte du désarmement. Elle manifestait à l'occasion quelque méfiance de l'esprit aventureux de la France : — « L'alliance avec la France, écrivait M. Garvin dans l'*Observer*, ne doit en aucun cas entraîner la Grande-Bretagne dans une politique d'aventures en Europe centrale... C'est faire fausse route que de s'opposer simplement à l'Allemagne comme le fait la France. Il vaudrait mieux reconnaître l'existence et la force de ce bloc de 80 millions d'habitants et chercher la conciliation. »

Au mois de mars 1938, même après l'*Anschluss* autrichien, le même Garvin répétait à satiété qu'un accord avec l'Allemagne « restait la condition suprême d'une paix mondiale durable. » Il fallait éviter à tout prix, ajoutait-il, de diviser l'Europe en deux groupes hostiles.

Ce fut cette politique qui triompha à Munich. Nul doute que M. Neville Chamberlain ait cru, avec la plus entière bonne foi, avoir alors sauvé la paix et la civilisation, fût-ce au prix d'une blessure d'amour-propre par le caractère inusité des démarches qu'il s'imposa. Il pensait et devait penser que sa politique de conciliation serait efficace. Même s'il fut trompé, l'histoire devra rendre hommage à sa bonne volonté. Et elle dira que son zèle pour la paix ne fut pas inutile, en attestant à la face du monde la volonté d'entente pacifique des nations dites démocratiques. La politique de M. Chamberlain fut du reste celle de la France, celle de M. Daladier ; et l'on ne doit pas oublier l'enthousiasme qui salua le retour à Paris de notre président du Conseil, après les accords de Munich.

Jusqu'au milieu de mars 1939, la tendance à l'optimisme subsista en Angleterre. Sans doute on prenait des précautions, on travaillait pour l'armement, on engageait de très grosses sommes dans ce but. On entendait prouver au monde que l'on ne craignait ni l'effort ni même la guerre. Mais on estimait précisément que le réarmement anglais était la meilleure condition de la paix. A quoi l'on comptait bien en ajouter une autre : une entente commerciale avec l'Allemagne. Une mission économique devait partir pour Berlin, quand éclata l'affaire de l'annexion de la Bohême et de la Slovaquie.

La réaction anglaise fut instantanée. Elle s'accusa, dès le 17 mars, par le discours de Birmingham.

Pour bien comprendre la portée de ce discours, il convient de se rappeler la séance mémorable des Communes où, le mercredi 28 septembre 1938, M. Chamberlain reçut, étant à la tribune, le papier annonçant la Conférence à quatre à Munich et l'invitation faite au Gouvernement anglais par Hitler.

Dans cette séance, M. Chamberlain rendit compte de ses deux voyages successifs en Allemagne. Et quand il dit : « M. Hitler m'a répété avec une grande conviction que c'était là *la dernière de ses ambitions territoriales* en Europe et qu'il n'avait aucun désir de réunir au Reich d'autres éléments raciaux que les Germains », des rires éclatèrent sur quelques bancs de la Chambre. Mais M. Chamberlain, s'adressant aux interrupteurs, leur lança avec force : « Vraiment, je pense qu'en un pareil moment ce ne sont pas là des sujets pour des rires inconsidérés, *ce sont là des paroles* (celles de Hitler) *qui comptent à la longue et qui doivent être pesées à leur poids.* »

Cette réplique faite sur un ton grave et presque solennel fut accueillie par les acclamations de la majorité. En somme, M. Chamberlain, ayant traité d'homme à homme avec Hitler, n'hésitait pas à se porter garant de la parfaite loyauté du chancelier allemand.

Aussi, quelle stupéfaction, quelle indignation ne furent pas les siennes quand il vit qu'il avait été dupé ! A Birmingham, donc, il rappela les engagements de l'Allemagne, engagements qui semblaient revêtir un caractère plus sacré du fait qu'ils avaient été pris en tête à tête, sans l'intervention des diplomates ni de leurs captieuses formules.

« Ceux qui ont entendu à la Radio le discours du Premier (anglais), écrit M. Fraisse, se souviendront de l'indignation qui faisait vibrer sa voix lorsqu'il déclara : « Comme signataire de l'accord de Munich, si M. Hitler estimait que cet accord dût être détruit, n'étais-je pas en droit d'être consulté, comme il est prévu dans la déclaration de Munich ? »

Ce manquement à la parole donnée est certainement une des choses qui ont le plus profondément choqué en Angleterre et porté la plus rude atteinte à la confiance mise par le Premier dans les contacts personnels. »

Tout le monde avouera que c'est là, dans cet élément moral du problème, que gît le nœud du drame européen. Nous avons rappelé plus haut la déclaration solennelle du pape Pie XII, le jour de Pâques. C'est sur ce point seul que le Pontife a fait porter son grave avertissement. Pas de paix possible, sans le respect de la foi jurée ; c'est la condition élémentaire des rapports internationaux ; celui qui a menti, on ne peut plus le croire [2].

« S'il est facile, disait à Birmingham M. Chamberlain, de trouver de bonnes raisons d'oublier ces

[2] Ce manque de respect à la foi jurée n'est pas chose nouvelle dans l'histoire allemande ; on dirait plutôt que c'est une tradition nationale. Qu'on lise en effet ce passage de Frédéric II de Prusse (avant-propos de son *Histoire de mon temps)* :

« L'intérêt de l'État doit servir de règle aux souverains. Les cas de rompre les alliances sont ceux : 1° où l'allié manque à remplir ses engagements ; 2° où l'allié médite de vous tromper et où il ne vous reste de ressource que de le prévenir ; 3° une force majeure qui vous opprime et vous force à rompre vos traités ; 4° enfin, l'insuffisance des moyens pour continuer la guerre... Il me paraît clair et évident qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément. Si on lui manque, il peut recourir à la protection des lois ; et, quoi qu'il en arrive, ce n'est qu'un individu qui souffre. Mais à quels tribunaux un souverain prendra-t-il recours si un autre prince viole envers lui ses engagements ? La parole d'un particulier n'entraîne que le malheur d'un seul homme, celle des souverains, des calamités générales pour des nations entières. Ceci se réduit à cette question : vaut-il mieux que le peuple périsse ou que le prince rompe son traité ? Quel serait l'imbécile qui balancerait pour décider cette question ? »

assurances réitérées si fréquemment et avec une telle solennité, quelle foi pouvons-nous désormais ajouter aux assurances venant de la même source ? »

On revenait donc à la théorie des « chiffons de papier », qui avait révolté l'Angleterre en 1914. Pour la seconde fois, en un cas intéressant directement l'honneur de l'Angleterre, le manquement à la parole donnée devait soulever l'opinion publique de ce grand pays.

Mais ce n'est pas là encore le fond de la question. « Ce que les événements de mars ont révélé de façon décisive, c'est ce à quoi, au lendemain de Munich, on ne voulait pas croire : la menace de dominer par la force, signifiée par l'agression non provoquée contre les Tchèques, et leur annexion, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un pareil acte ne comporte aucune justification. »

Ici, l'Angleterre n'a qu'à rester conforme à sa grande tradition historique. Elle ne peut tolérer qu'une grande puissance prétende dominer en Europe. L'équilibre européen est la loi même de sa propre sécurité. Le même Garvin, de l'*Observer*, qui invitait ses compatriotes à se méfier de l'esprit d'aventures de la France, a aussitôt évoqué l'ombre napoléonienne : « Une tyrannie sans déguisement, a-t-il écrit, inconnue depuis le temps de Napoléon, mais plus noire que la sienne, a renversé et piétiné, avec une iniquité prodigieuse, la vie politique et la liberté d'une autre nation et d'une autre race. »

Quant à M. Chamberlain, dans son discours de Birmingham, il prononçait les paroles suivantes :

« Je ne pense pas que personne doute de ma sincérité quand je dis qu'il n'est presque rien que je ne sacrifierais à la paix. Mais il est une chose qui doit être exceptée : c'est la liberté dont nous jouissons depuis des centaines d'années et à laquelle nous ne renoncerons jamais.

« Qu'entre tous, je sois, moi, amené à faire une telle déclaration, cela vous donne la mesure de l'ébranlement que ces événements ont donné à la confiance, qui commençait à paraître...

« On ne saurait faire d'erreur plus grande que de supposer que, parce qu'elle estime que la guerre est chose stupide et cruelle, notre nation a perdu son énergie au point de ne pas contribuer de toutes ses forces à *relever le défi de dominer le monde par la violence*, si jamais il était lancé. »

La domination du monde par la violence, voilà donc une chose que l'Angleterre est résolue à ne jamais tolérer. Les paroles du Premier furent couvertes de telles acclamations qu'elles prouvèrent qu'il avait touché au fond des cœurs une fibre profonde. Et M. Chamberlain terminait par une déclaration solennelle, d'autant plus importante qu'il n'est point dans ses habitudes ni dans celles de son peuple de faire des prophéties : — « Je me hasarde à prophétiser qu'en fin de compte l'Allemagne regrettera amèrement l'acte que vient de commettre son gouvernement. »

Les actes ont suivi. L'Angleterre n'a pas changé d'idéal, mais elle a changé de méthode. Elle ne renonce nullement à son idéal de paix ; elle continue à considérer la guerre, surtout la guerre destructrice d'aujourd'hui, comme une véritable folie criminelle. Mais elle est résolue à défendre la paix autrement que par des offres de conciliation. Elle a compris que l'on se jouait d'elle et de cette liberté qu'elle considère comme son bien politique le plus précieux, qu'il s'agit aujourd'hui de faire voir que les hommes libres sont capables de se défendre contre les peuples esclaves. La politique de concessions, de conciliation, de collaboration, a échoué. Il faut donc faire une politique d'énergie.

Sans s'attarder à gémir sur les faits accomplis, l'Angleterre a voulu sans retard établir un barrage à l'est de l'Allemagne. Elle s'est adressée à la Pologne. Le Foreign Office a en peu de temps conclu un accord avec elle.

M. Chamberlain a annoncé cet accord aux Communes en termes qui prouvent combien il avait conscience d'accomplir un geste qui ferait époque dans l'histoire. Parlant de la déclaration du 31 mars, en vertu de laquelle, au cas d'une action quelconque mettant en péril l'indépendance polonaise et obligeant la Pologne à recourir à la force pour se défendre, le gouvernement anglais se regarderait comme tenu immédiatement de soutenir la Pologne par tous les moyens, il prononça les paroles suivantes :

« La déclaration du 31 mars constitue un changement radical dans toutes les obligations que l'Angleterre a assumées jusqu'ici et en fait un nouveau point de départ, j'allais dire *une nouvelle période de notre politique étrangère*. La *rupture avec nos idées traditionnelles* qu'implique ma déclaration du 31 mars est un *présage* si important dans la politique britannique que, je crois pouvoir le dire, *les manuels d'histoire devront y consacrer un chapitre spécial*. »

De fait, à la suite de l'accord avec la Pologne, devenu un « point de départ nouveau », l'Angleterre n'a cessé d'agir avec la plus grande activité pour conclure des accords semblables, dans l'est et le sud-est de l'Europe.

Mais la conséquence la plus grave, la plus étonnante, la plus extraordinaire eu égard au passé et aux traditions de l'Angleterre, de cette politique nouvelle a été ce que tout le monde s'est empressé de qualifier d'événement historique de tout premier ordre : le vote par les deux Chambres du principe de la conscription et du service militaire obligatoire, le 27 avril 1939.

Le mot humoristique a été dit dans le *Punch*, où Marianne était représentée en conversation avec M. Punch et lui montrant un défilé de soldats anglais : « Dites, je vous prie, chez vous, que vos soldats sont épatants *(wonderful)* et que plus il y en aura, mieux ce sera pour nous tous ! »

V

Détournons nos regards des dramatiques événements qui se déroulent ou se préparent et recueillons, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er avril, un chapitre ajouté par le duc de La Force et Gabriel Hanotaux à leur grande *Histoire de Richelieu*.

Il s'agit de « *l'Année de Corbie* », cette année 1636, qui fut particulièrement agitée. La guerre avait éclaté en mai 1635 entre la France et l'Espagne, et notre offensive sur les Pays-Bas espagnols, d'abord couronnée de succès, s'était achevée sur un échec assez cuisant.

Pour comprendre ce qui suit, il faut se rappeler que le système militaire français était encore quelque chose de très imparfait : troupes recrutées au petit bonheur parmi la racaille des villes, les mau-

vais garçons des campagnes, les aventuriers de l'étranger ; point de casernes, point de ravitaillement régulier, peu de routes pour les transports et les manœuvres stratégiques ; et par dessus tout un corps d'officiers purement féodal, grands seigneurs de peu d'expérience, quoique de grand courage en général, ou hobereaux également de haute vaillance mais de peu d'entraînement et de science militaire.

Richelieu n'avait pu se flatter de n'avoir contre lui que la cour d'Espagne. Il était inévitable que la maison d'Autriche, en ses deux branches, celle de Vienne et celle de Madrid, fît cause commune contre nous.

La campagne de 1636 se déroula donc sur bien des fronts : en Ialie, en Franche-Comté, en Alsace, en Allemagne, aux Pays-Bas. Le prince de Condé avait été jeté sur la ville de Dôle qu'il se disait en état de prendre avant peu si elle n'était secourue.

Encore en juin, on pouvait espérer que l'initiative des opérations resterait en notre pouvoir. Louis XIII écrivait à Richelieu qu'il serait bon d'avertir Condé que le comte de Soissons avait ordre de « suivre les ennemis s'ils passaient la Moselle », et que son armée jointe à celle du cardinal de La Valette empêcherait les Impériaux de fondre sur ses derrières, pour débloquer Dôle.

« J'ajouterai, déclarait le Roi, qu'il faut lui donner quelque espérance que je me pourrois bien avancer en ce pays avec sept ou huit mille hommes de pied et mille ou douze cents chevaux pour me joindre à lui, chose à quoi je ne pense point. A un homme de son humeur, il faut employer toute chose pour l'assurer, afin qu'il continue le siège qu'il a commencé, lui faisant connaître que de cette place dépend la conquête du pays, et aussi que, le bruit courant dans l'armée de ma présence, cela pourroit produire quelque bon effet. »

Pourtant, Louis XIII n'est pas sans inquiétude. Il écrit, le 23 juin, à son ministre : — « J'ai songé toute cette nuit au cardinal de La Valette. J'ai bien peur que les ennemis le combattent, avant que le renfort qu'on lui envoie l'ait joint ; le bon Dieu l'ordonnera selon sa volonté. »

Mais ce n'était pas du côté de la Moselle que le principal danger allait venir. Vers la fin de juillet, la France fut envahie par les Espagnols, venant de Belgique. Bientôt on apprenait que M. de Saint-Léger avait rendu la forteresse du Catelet à Thomas de Savoie, prince de Carignan, général au service de l'Espagne. Le Catelet n'est qu'à quatre lieues et demie de Saint-Quentin. Le gouverneur de La Chapelle, du Bec, s'était rendu également.

Au Conseil du Roi, Richelieu, tout en essayant de se consoler en disant que ces deux places n'étaient que des « trous », ne pouvait dominer sa colère. Il fit décider que MM. de Bellejambe et de Choisy seraient envoyés pour informer contre les deux gouverneurs coupables. Mais le roi eut l'imprudence de révéler ce qui venait d'être décidé à son premier écuyer, le duc de Saint-Simon. Celui-ci se hâta d'envoyer un courrier à son frère, le marquis de Saint-Simon, capitaine de Pont-Sainte-Maxence, important château sur l'Oise, pour le supplier d'avertir leur commun oncle M. de Saint-Léger. Celui-ci eut le temps de fuir, ce qui ne l'empêcha pas d'être condamné, ainsi que du Bec, par contumace, à être tiré par quatre chevaux, comme criminel de lèse-majesté. La sentence fut exécutée en effigie, le 18 août, et Richelieu qui ne badinait pas, écrivit le 23 au cardinal de La Valette : « On les a tirés à quatre chevaux en effigie et leurs personnes seront traitées de même en quelque lieu qu'ils soient trouvés. »

Cette sévérité n'avait pas arrêté la marche de l'ennemi. Le 3 août, Richelieu avait reçu à Chaillot un envoyé du comte de Soissons, qui lui avait appris les plus fâcheuses nouvelles. Les Espagnols, admirablement équipés, avaient franchi la Somme, au nombre de 25.000. Le comte de Soissons n'avait que 10.000 hommes à leur opposer, une artillerie de cinq ou six pièces, manquant de poudre et à la veille de manquer de meches. Il avait dû battre en retraite. La route de l'Oise était ouverte.

L'envoyé assista au Conseil qui suivit. On y prit les plus énergiques mesures : levée de 30.000 hommes de pied et d'une cavalerie nombreuse, dans Paris et ses environs, pour renforcer l'armée de Picardie, contribution demandée aux Parisiens sans exception.

Sans retard, le roi lança ses ordonnances : l'une enjoignant au prévôt de Paris « d'assembler les sept corps de métiers » afin de les prier de préparer « un état du nombre d'hommes qu'ils voudroient soudoyer pour le service du Roi » ; — la seconde, obligeant « tous les gentilshommes, soldats et autres personnes portant les armes, qui se trouveroient sans emploi, d'aller s'enrôler dans les vingt-quatre heures chez M. le Maréchal de La Force, à peine pour les gentilshommes de déchoir du titre de noblesse, et pour les autres d'être poursuivis criminellement » ; — la troisième, prescrivant « à tous privilégiés et exempts de taille de se trouver dans les six jours à Saint-Denis, montés et armés le mieux qu'il leur seroit possible, à peine de déchoir de leurs privilèges et d'être imposés de la taille », — la quatrième, nommant des percepteurs spéciaux pour les contributions qui seraient offertes par les compagnies du Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides, Grand-Conseil, trésoriers de France, sept corps de marchands et d'artisans, « pour soudoyer des gens de guerre ».

Le maréchal de La Force, vieillard de 78 ans, ami et compagnon d'armes d'Henri IV, Gascon énergique et spirituel, s'était porté sans retard à l'Hôtel de Ville. Il était aimé des Parisiens. Il avait reçu les engagements. On avait vu les crocheteurs lui toucher la main en disant : « Oui, monsieur, je veux aller à la guerre avec vous. »

Le 5 août, le maréchal alla rendre compte à Richelieu du succès de sa mission. Séance tenante, le cardinal écrivait au roi :

« Sire, M. le Maréchal de La Force étant céans, tous deux, nous prenons la hardiesse de mander à Votre Majesté qu'il est important qu'elle aille aujourd'hui coucher à Paris et y demeure... jusques à ce que les troupes soient amassées, ce qui sera, s'il plaît à Dieu, dans trois jours. Il plaira au roi d'envoyer, toute affaire cessante, à Chauny, un homme déterminé, et, au Pont-Sainte-Maxence, un homme de qualité... J'envoie le petit marquis de Brézé à Pontoise avec son gouverneur, qui est homme de guerre. Il faut en cette occasion mettre toute pierre en œuvre. Il plaira au roi... faire pourvoir à tous les passages de Seine par ceux qu'elle y a destinés. Il est aussi bon d'envoyer à Creil, à Beauvais et à l'Isle-Adam rompre tous les ponts. Des mousquetaires de Sa Majesté, remuants et agissants, sont capables de faire exécuter cela et je crois qu'il est bien important qu'ils demeurent comme surveillants. Nous estimons aussi qu'il est important qu'elle

envoie quelqu'un trouver M. le maréchal de Châtillon, pour le prier de s'avancer dès aujourd'hui à Senlis, sans retardement ni équipage. M. le marquis de Mortemart, ou autre de qualité, sera bon pour le faire partir devers lui. Je crois que Votre Majesté dépêche quelqu'un à Monsieur (Gaston d'Orléans) avec ordre de faire lever deux ou trois régiments en Touraine, Blaisois et autres lieux par tous ceux qu'il a auprès de lui. Il faut que chacun serve en cette occasion. »

Le roi ne perdit pas un instant pour suivre l'avis qui lui était donné. Le soir même, vers cinq heures, il donnait audience, en la superbe galerie des Rois, l'une des merveilles de son palais du Louvre, aux députés des corps de métiers. A ses côtés, les maréchaux de La Force et de Saint-Luc, le comte de Tresmes, capitaine des gardes, le comte de Saint-Nogent et plusieurs seigneurs de la cour. Les députés des corps de métiers sont introduits par le lieutenant-civil et le procureur du roi au Châtelet. Ils entrent, se jettent à genoux, quelques-uns baisent le sol, « tous offrent leurs biens et leur vie pour aider Sa Majesté à chasser les ennemis du royaume. » Louis XIII les relève, les serre dans ses bras, jusqu'au syndic des savetiers dont le zèle est extraordinaire. Il les écoute parler ; ils le supplient de ne pas aller à la guerre et de ne pas exposer sa vie. Le roi prend la parole, les invite à secourir le royaume « en un tel besoin ». Son discours simple, spontané, viril, soulève l'enthousiasme. Et lorsque les députés sortent du Louvre au milieu d'une foule immense qui leur avait fait cortège, l'air est « fendu de tant d'acclamations de joie et de tant de cris redoublés de *Vive le Roi*, dit la *Gazette*, qu'il y a fort longtemps qu'il ne s'en est point ouï de plus grands. »

Avant cette réception, Louis XIII avait déjà mandé auprès de lui les députés du Parlement. Dès le lendemain, cette puissante compagnie décidait de verser, durant deux mois, la solde de 2.000 fantassins. Les corps de métiers ne se montrèrent pas moins généreux : les savetiers payèrent d'un don de 5.000 livres le baiser donné par le roi à leur syndic ; les passementiers, les financiers, les membres de l'Université, les communautés religieuses, tous rivalisèrent d'émulation. Une ordonnance avait enjoint aux jurés des métiers de visiter les boutiques, de prendre le nom de tous les ouvriers en état de porter les armes et dont les maîtres pourraient se passer, et d'en faire un rôle remis au lieutenant-civil. D'autre part, un arrêt du Parlement enjoignait « à toute la noblesse du ressort de se rendre à l'armée du roi, à peine de dégradation ».

Toutes ces mesures ne pouvaient porter leurs effets qu'avec le temps. En attendant, l'ennemi avançait. On pouvait craindre pour Paris. Richelieu écrivait au comte de Soissons :

« C'est à M. le Comte à choisir son poste au deçà de la rivière d'Oise, pour s'opposer aux ennemis, au passage de ladite rivière, s'il juge le pouvoir. Que si cependant les ennemis avoient passé la rivière en quelque lieu, qu'il prenne garde à se retirer entre Paris et eux, en sorte que nous puissions joindre les troupes qu'on fait de deçà, sans que les ennemis se puissent mettre entre Paris et lui. »

La situation est fort bien décrite dans ce billet adressé à Condé, toujours immobilisé sous les murs de Dôle, par son surintendant, de Nesmond :

« Les ennemis se sont fort avancés : l'avant-garde, qui est de six mille chevaux, court jusques à Clermont (sur Oise). Ils ont pris en passant Montdidier et Roye, et le gros de l'armée, à ce qu'on croit, assiège Corbie. L'effroi est grand partout, ils brûlent et pillent tout. Le bruit court aujourd'hui que Dôle est prise, mais je n'en croirai rien que voyant le courrier de Votre Altesse, que tout le monde attend avec impatience. »

Dôle au contraire allait être délivrée, le 14 août, par le duc de Lorraine. Et Corbie tombait le 15 août ! Du côté autrichien, on souhaitait tout le mal possible à la France, et une sœur du duc de Lorraine écrivait à Chifflet, médecin du roi d'Espagne :

« Si je pouvois apprendre que le siège de Dôle est levé et que le cardinal de Richelieu est pendu, j'aurois tant de joie que je guérirois bientôt ma rate. J'espère que Dieu nous fera cette grâce-là en bref. C'est de quoi je le supplie de tout mon cœur et qu'il nous conserve le bon cardinal [3], qui est l'antipode de l'autre de toute façon. La prise de Corbie me donne bien de la joie. »

La position de Richelieu, en cette conjoncture, fut singulièrement délicate. Il avait voulu la guerre ; elle tournait mal ; on pouvait lui en imputer la faute. Les gouverneurs des places se rendaient, on ne pouvait tout de même pas les accuser tous de lâcheté. M. de Soyecourt, qui commandait à Corbie, n'avait tenu que huit jours. C'était donc que les places n'avaient pas été pourvues à temps. Et l'on accusait le cardinal de faire des dépenses inutiles, de déployer un faste extraordinaire, et de négliger les finances de l'Etat.

Voici Richelieu seul, une nuit, avec le Père Joseph. Il ne cache pas son découragement : « Est-ce là, s'écrie le Capucin, le moyen d'attirer la divine miséricorde ? N'est-ce pas plutôt pour exciter la colère de Dieu et enflammer sa vengeance ? C'est dans ces périls qu'il faut de fortes résolutions et une extrême confiance en la bonté divine, qui dispose des Etats pour sa gloire, qui sait les relever s'ils sont abattus, par des moyens inconnus à la prudence humaine [4]. »

La nuit est à peine achevée que le cardinal se rend chez le religieux, dont il a longuement médité les avis, et il « promet d'accomplir fidèlemnet ce que Dieu demandera de lui, quand il l'aura connu. » Promesse à la suite de laquelle, nous révèle le biographe de l'Eminence grise, le cardinal « vécut avec plus de récollection, se confessait et communiait chaque dimanche et les fêtes principales, et commença de disposer les matières pour la composition de ce bel ouvrage qu'il acheva depuis » : le *Traité sur la meilleure méthode de convertir les hérétiques*.

C'est encore sur le conseil du P. Joseph que Richelieu se décide à affronter les regards malveillants de la multitude. Le P. Carré, provincial des Dominicains de Paris, lui a rapporté les rumeurs qui circulent sur son compte. On lui reproche d'avoir envoyé à la Reine, pour se concilier ses bonnes grâces, « trois bateaux de musique ». On

[3] Il s'agit du cardinal-infant, qui était gouverneur des Pays-Bas espagnols et avait monté l'offensive sur Corbie. L'auteur de cette lettre habitait Bruxelles et elle avait appris la prise de Corbie avant la délivrance de Dôle, qui était pourtant d'un jour antérieure.

[4] Lepré-Ballin, *Vie du R. P. Joseph de Paris, Capucin.* Cité par La Force et Hanotaux.

lui reproche d'avoir porté des mouches sur le visage, le jour de la réception des Cours souveraines au Louvre, alors que ce n'étaient que trois petits emplâtres à enlever des boutons. Il sait qu'il y a eu des affiches sur les murs où l'on promettait bonne récompense à qui retrouverait « le sac où est enfermé le reste de la prudence de M. le cardinal ». Il sait que Paris est plein de sicaires à la solde de l'Espagne et que l'on dit d'un certain spadassin : « Voilà un gentil garçon qui tue tous les jours son homme ».

Mais Richelieu, réconforté par le P. Joseph, n'ignore pas non plus que le courage est contagieux, qu'il faut savoir, aux moments critiques, se montrer et s'affirmer. Il sort donc en carrosse, suivi seulement de ses valets de pied, sans escorte militaire, n'ayant auprès de lui que le maréchal de La Force « parce que le peuple l'aime ». Il salue les passants, leur parle simplement et calmement. Le P. Carré en est effrayé et lui remontre, dans une lettre du 8 août, qu' « il ne faudroit que quatre ivrognes enivrés à dessein pour susciter la racaille contre sa très auguste personne » et que « cela seroit sans remède ».

Mais Richelieu n'entend pas pour cela abdiquer la moindre parcelle de son autorité et de celle du roi. Quand le Parlement, acceptant toutes les critiques diffuses qui circulent contre le ministre, prétend nommer une commission de douze membres pour pourvoir à la sûreté de Paris et à l'emploi des sommes fournies au roi, celui-ci mande, le 11 août, au Louvre, les présidents à mortier, un président et les doyens des chambres des Enquêtes. Richelieu a préparé pour lui une harangue énergique ; Louis XIII la prononce d'une voix ferme et sur un ton sans réplique :

« Messieurs, dit-il, je n'eusse jamais cru avoir occasion de vous envoyer quérir pour le sujet qui vous amène ici. Ce n'est point à vous à vous mêler des affaires de mon Etat et vous n'avez pu penser à ce qui s'est fait ce matin, en l'état présent, sans une très mauvaise volonté. Je ne parle pas de tout le corps, car je sais que la plupart me sont affectionnés, mais seulement de quelques-uns pleins de malice et d'envie. Je ne souffrirai en aucune façon leur entreprise, comme vous pouvez le croire. Pour conclusion, je vous défends de continuer votre délibération et d'entreprendre d'être mes tuteurs en vous mêlant des affaires d'Etat. »

Et comme on avait répandu le bruit que des sommes énormes avaient été envoyées au Havre, dont Richelieu était gouverneur, le roi ajouta, probablement de son cru : « Si on a envoyé quelque chose au Havre-de-Grâce, ç'a été par mon ordre. » Et Richelieu, le remerciant ensuite de l'avoir « justifié », déclara que si Sa Majesté n'avait daigné le devancer, il aurait pu rendre compte de tous ses actes à la satisfaction de tous les hommes de bonne foi.

Cependant les espions espagnols, dont quelques-uns ont été saisis, avouent les desseins des ennemis. On apprend de l'un d'eux qu'ils veulent semer la peur partout, que tous les gués des rivières sont explorés, que leur intention est de marcher sur Paris.

Le dispositif militaire français est peu rassurant. Les armées les plus importantes sont en Alsace, sous La Valette et Saxe-Weimar, ou en Franche-Comté, sous Condé. En face des Espagnols si menaçants, il n'y a que le comte de Soissons avec des troupes insuffisantes. Aussi l'exode des Parisiens se précipite ; les files de carosses s'allongent sur les routes de Lyon et surtout d'Orléans. On songe à se retirer au-delà de la Loire. Marescot écrit : « Le démeublement est universel à Paris et à trois lieues près. Il n'en est pas besoin, mais il semble que nous ne soyons pas capables de résister. »

Le découragement était grand dans tout le pays. Le P. Carré, se rendant à Bourbon-l'Archambault pour y prendre les eaux, avertit le cardinal qu'il a entendu le prieur des Dominicains de Nevers déclarer que le Recteur des Jésuites de la ville aurait dit : « Le Roi sera contraint de demander la paix au roi d'Espagne à genoux. »

Heureusement pour la France, le prince Thomas de Savoie, qui commandait les Espagnols, « jugea, dit le P. Griffet, qu'il y avait un trop grand péril à s'avancer dans le pays ennemi en laissant derrière lui des places qui auraient interrompu sa communication avec les Pays-Bas. »

C'était pour cela qu'il s'était attardé au siège de Corbie, suspendant ainsi sa marche en avant. Le Roi et son ministre ont eu le temps de réunir 35.000 hommes et 12.000 chevaux. Louis XIII a pris au début le commandement. Il a donné des ordres pour fortifier les positions couvrant la capitale. Sa présence a encouragé tout le monde au travail. Bientôt le mouvement de repli de l'adversaire s'amorce. Louis XIII peut écrire à son ministre : « Tous les paysans picards s'en revont à leurs villages, je vis hier plus de soixante chariots qui s'en retournoient. » L'armée française est désormais plus forte que celle de l'ennemi. Et le bruit court que le prince d'Orange, notre allié, a rassemblé 20.000 hommes et 8.000 chevaux pour prendre le cardinal-infant à revers, sur la frontière nord de la Belgique.

Richelieu s'emploie à stimuler le zèle de Gaston d'Orléans, à qui le roi veut donner le haut commandement de l'armée de Picardie. Il fait passer à son secrétaire, le 7 septembre, le billet suivant :

« M. de Chavigny saura que j'ai trouvé, à mon avis, Monsieur, aujourd'hui moins échauffé que la dernière fois que je le vis, et que la fougue des Français requiert de les employer à la chaude. Il saura de plus que l'armée ne devoit passer que samedi et qu'un quart d'heure après j'ai reçu une lettre du Roi par laquelle il me mande qu'il la fera passer mercredi 10 ou jeudi 11. Je crois que si Monsieur ne s'échauffe et n'échauffe tous les gens de guerre et par son exemple et par ses discours, les affaires iront fort mal. »

Gaston, qui venait de son fief, dut donc se hâter de rejoindre l'armée. Il rencontra le roi et son ministre, à Senlis, le 9 septembre. Le Roi lui dit :

« Je vous baille le commandement de mon armée et le maréchal de La Force, pour être auprès de vous, que je tiens le plus expérimenté et le plus capable de mon royaume et le marquis de La Force, son fils aussi. Ils m'ont toujours très bien servi. Je désire que vous croyiez à ses conseils et le laissiez conduire. »

Comme on le voit, le commandement de Gaston n'était, fort heureusement, que nominal. Le marquis de La Force avait ordre du roi de reprendre Corbie. La ville fut investie le 27 septembre. Le cardinal, que Gaston et le comte de Soissons jalousaient et détestaient, mais qu'ils n'osèrent faire

assassiner au début d'octobre, comme ils l'avaient comploté à Amiens, écrivait, de ce même Amiens, le 12 novembre :

« Le Roi sera indubitablement, avec l'aide de Dieu, vendredi dans Corbie... Les mal affectionnés de Paris et de beaucoup d'autres lieux seront maintenant au bout de leur rôle, et ceux qui fondoient leurs espérances sur la ruine des personnes dont il plaît au Roi se servir reconnaîtront que leur partie n'est pas bien faite et qu'en bien faisant il n'y a rien à craindre, principalement quand on sert un prince aussi bon que judicieux. »

Corbie fut reprise de vive force. Richelieu, qui avait tremblé quand le maréchal de Châtillon avait fait la proposition d'un assaut, ne craignit pas de faire dire dans la *Gazette* du 15 novembre, qu'il avait appuyé très fortement ce dessein, alors qu'il avait écrit, le 5 : « Je ne suis ni pour le blocus ni pour l'attaque de vive force. » Mais la joie de la victoire aura sans doute altéré ses souvenirs ! D'autant plus que, le 16 novembre, il apprend une seconde nouvelle heureuse : Condé a envoyé un de ses lieutenants au secours de Saint-Jean-de-Losne, assiégé par Gallas et le duc de Lorraine, et il a fait lever le siège.

La crise de Corbie était finie.

Mais le 16 novembre, Richelieu écrivait, pour le roi, cette note mystérieuse :

« Le second avantage que je viens d'apprendre, remporté sur Gallas, me ravit et m'oblige à reconnaître *la vérité de tout ce qui nous a été dit.* C'est la victoire qu'il y a longtemps qui étoit promise et que nous attendions plus tôt qu'il ne falloit par notre impatience. Le siège de Saint-Jean-de-Losne, secouru par la hardiesse d'un chef qui a surpris avec adresse les ennemis, est clairement ce qui fut dit lorsque La Capelle étoit assiégée et qu'il fut répondu que la hardiesse et l'adresse d'un chef surprendroient les ennemis et secourroient la ville. Et, depuis, La Capelle étant prise, il lui fut dit : « *Souviens-toi, ma fille, que je n'ai point nommé La Capelle.* »

De qui s'agissait-il donc ? Qui était cette personne à qui Dieu disait : « Ma fille » ? Il s'agissait d'une religieuse de cet Ordre du Calvaire que le P. Joseph avait fondé. La Force et Hanotaux ne la nomment point ; mais les lecteurs de l'*Ami* la connaissent déjà par ce que nous en avons dit le 3 mars 1938, à propos du Vœu de Louis XIII, d'après la brochure de M. l'aumônier du Calvaire de Poitiers. Cette religieuse se nommait mère Anne-Marie de Jésus-Crucifié. C'est elle qui inspira au roi son célèbre Vœu.

Il est intéressant de relever dans le travail de MM. de La Force et Hanotaux ce que Richelieu écrivait au roi, à son sujet, par l'entremise de M. de Chavigny, dans cette lettre du 16 novembre 1636 :

« La prise de Corbie m'a été écrite par Ezéchiély (pseudonyme par lequel le cardinal désignait le P. Joseph), avant qu'elle capitulât, *nominatim*, la personne lui ayant nommé Corbie en termes exprès, et je ne voulus pas le mander, parce que je craignois que le Roi n'eût pas grande créance à cause qu'on n'avoit pas vu la victoire promise, joint que moi-même, quoique j'espérasse, je doutois et avois une foi fort faible. Je vous avoue que je suis touché au vif et j'espère que le cachet que Dieu imprime en mon cœur, me demeurera à jamais. Je supplie le Roi de se souvenir de ce que dessus et de se donner de plus en plus à Dieu, qui l'y convie par des moyens si avantageux et si doux. Je vous prie aussi de vous rendre ce que je crois que vous êtes déjà, c'est à dire homme de bien, mais, comme il y a de marchandise à tout prix, je désire que votre piété soit plus fine qu'elle n'est. Adieu. »

Puis, comme s'il craignait d'en avoir trop dit, Richelieu ajoutait, toujours à l'adresse de M. de Chavigny, chargé de faire voir cette lettre au roi et à Bouthillier le jeune, seuls : « Gardez-moi, s'il vous plaît, ce mémoire pour me le rendre. »

Tout cela jette de nouvelles lumières sur ce que nous écrivions, le 18 novembre 1937, au sujet du Vœu de Louis XIII. Nous sommes cependant quelque peu surpris que le récit de MM. de La Force et Hanotaux passe totalement sous silence tout ce qui, en cette année de Corbie (1636), annonçait d'avance le célèbre Vœu dont la France a commémoré l'an dernier le troisième Centenaire.

En particulier, il nous paraît clair que l'invitation faite au Roi, dans la lettre de Richelieu à Chavigny que l'on vient de lire, de se montrer encore plus fervent que par le passé, eut sa réponse dans ce passage de la lettre du roi du 24 nov. 1636, que nous avons citée le 18 nov. 1937 :

« Je vous assurerai de l'extrême affection que j'ai pour vous, et que je prierai Dieu, de tout mon cœur, qu'il vous donne longue vie et vous tienne toujours en sa sainte garde. *Depuis la prise de Corbie, je me suis mis dans la dévotion beaucoup plus que devant, pour remercier Dieu des grâces que j'en ai reçues en cette occasion.* »

Par-delà les événements politiques et militaires de cette année terrible, il y avait donc toute une suite d'événements d'ordre spirituel et mystique, dont on ne saurait méconnaître l'importance, bien que l'histoire n'en puisse exactement calculer le poids, qui échappe aux mesures humaines.

Et cela doit nous rappeler qu'en toutes les crises et dans tous les temps, la prière garde un rôle secret, mais certain et décisif !

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

Fr. ROBERTI. — **De Delictis et Pœnis.** Vol. I, pars II. — In-8 de 268 p., 15 lires. — Rome, Pontificium Institutum utriusque juris, 4, place St-Jean-de-Latran.

R. P. Christophe BERUTTI, O. P. — **Institutiones juris canonici.** Vol. VI : *De Delictis et Pœnis.* — In-8 de 250 p., 18 lires. — Turin, Marietti.

A CORONATA (P. Matth. Conte), O. M. C., Doctor et lector juris canonici. — **Compendium juris canonici ad usum scholarum.** — Deux vol. in-8 de 676 et 630 p., 70 lires. — Turin, Marietti.

Jus Missionariorum. **De Matrimonio**, par G. VROMANT, des Missionnaires de Scheut. *Editio altera emendata.* — In-8 de 385 p., 45 fr. belges. — — Paris, Desclée de Brouwer.

I. — C'est en 1930, p. 755, que nous présentions à nos lecteurs la Ire partie de l'étude que Mgr Roberti consacre au livre V du Code. Elle traitait des délits. La seconde, qui paraît après un laps de temps considérable, a pour objet les peines ; elle demeure toutefois incomplète, car elle s'arrête après l'examen des censures en particulier, c'est-à-dire au can. 2285.

Comme sa devancière, elle constitue un travail appro-